



INDRE ET LOIRE

La DDFIP 37 a tellement peur que les Organisations Syndicales s'ennuient en cette rentrée 2016 qu'elle leur a préparé quelques petits divertissements : après une suspension de CTL et un report dû à l'administration, nous avons droit à un « speed-dating » avec un secrétaire d'État.

Le Gouvernement est semble-t-il prêt à user de tous ses charmes pour nous faire croire que le projet du prélèvement à la source ne peut-être que bénéfique pour les agents et les contribuables.

UNE VISITE DE PROPAGANDE AU CŒUR DE LA TOURMENTE !

Monsieur ECKERT, dans le cadre de son tour promotionnel du prélèvement à la source de l'impôt, va faire un passage éclair à Tours mais cette visite ne peut et ne doit pas représenter l'arbre qui cache la forêt ou plutôt le désert humain, économique, politique et social qui se dessine à grand pas dans nos murs comme dans l'ensemble de la société. Le climat social est bien loin d'être apaisé, les motifs de conflit et les revendications demeurent nombreux et lourds.

À la DGFIP, les fusions de services, assorties de suppressions d'emploi sous prétexte de modernisation et d'adaptation de l'administration, ne répondent plus qu'à une logique comptable de réduction de la dépense publique au détriment du service public. L'empilement des réformes de structure, de législation a généré une masse de travail telle que les agents doivent prioriser leurs missions, suivant les contingences fluctuantes et de court terme de Bercy quand certaines missions ne sont pas tout bonnement abandonnées.

En Indre et Loire, 94 suppressions d'emploi en seulement 5 ans pour un département qui comptait presque 800 ETP (Équivalent Temps Plein). Il faut compter de plus pour l'année 2015-2016 ; 3 fermetures de trésoreries, 5 fusions de services, 4 créations de pôles départementaux, des réformes qui s'accumulent sans tenir compte de la réalité du terrain.

Les nouvelles vagues de fermetures, de fusions, et de suppressions d'emploi s'annoncent déjà pour 2017 !!

Dans ce contexte, les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO-DGFIP ont décidé de rejeter la proposition, reçue depuis seulement 48 h, de « 25 minutes » de rencontre qui leur était faite avec M ECKERT.

Elles ne cautionneront pas la « vente » en direct du prélèvement à la source, pas plus qu'elles ne donneront au Secrétaire d'État l'occasion de prétendre avoir mené à bien le dialogue social en Indre et Loire !

À Tours, le 5 octobre 2016